ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 7 novembre 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant certaines dispositions relatives à l'avancement et à l'organisation du recrutement et de la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie", a donné le 18 décembre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 7 november 1996 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de bevordering en de organisatie van de werving en de vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht", heeft op 18 december 1996 het volgend advies gegeven :

Observation préalable.

Certaines dispositions du projet trouvent leur base légale dans l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie. La section de législation est également saisie d'un projet d'arrêté royal apportant des modifications à l'arrêté royal précité (1). Il convient, dès lors, soit que ce projet d'arrêté royal entre en vigueur avant l'arrêté ministériel en projet, soit que les entrées en vigueur de ces deux textes soient simultanées.

Intitulé.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté ministériel modifiant les arrêtés ministériels du 29 novembre 1977 relatif à la procédure d'avancement des officiers du corps opérationnel de la gendarmerie et du 9 avril 1979 relatif à l'organisation du recrutement et de la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie".

---

(1) Ce projet d'arrêté royal "modifiant certaines dispositions relatives aux formations de base à la gendarmerie" fait l'objet d'un avis donné ce même jour par la section de législation sous le n° L. 25.735/9.

Préambule.

1. En vertu du traité de légistique formelle, le préambule d'un arrêté ministériel qui trouve son fondement direct dans un arrêté royal, qui lui-même se fonde sur une loi ou un décret, doit viser cette loi ou ce décret, de même que cet arrêté royal.

Le préambule s'écrira donc :

"Vu la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, notamment l'article 11, § 2, remplacé par la loi du 18 juillet 1991;

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment les articles 7, 3°, 9, 12, § 3 et 16, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 27 septembre 1963 fixant les attributions du commandant de la gendarmerie, notamment l'article 2, 2°;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1977 relatif aux grades et à l'avancement des officiers du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment l'article 19, modifié par l'arrêté royal du 24 juillet 1992;

Vu l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 15 octobre 1979, 21 septembre 1988, 4 mai 1993, 12 octo-

bre 1993, 2 décembre 1994, 14 décembre 1994, 19 mai 1995 , 25 février 1996 et ... 1996;

Vu l'arrêté ministériel du 29 novembre 1977 relatif à la procédure d'avancement des officiers du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment l'article 10, § 1er, 6° et 7°;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 1979 relatif à l'organisation du recrutement et de la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 15 octobre 1979 et les arrêtés ministériels des 18 décembre 1986, 5 mai 1993, 15 octobre 1993, 15 décembre 1994 et 22 mai 1995;

Vu l'avis conforme du Ministre de la Justice donné le 4 septembre 1996;

Vu le protocole n° 34 du 6 septembre 1996 du comité de négociation du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,".

2. Si, comme la suggestion en est faite à l'occasion de la première observation formulée sous l'article 3 du projet d'arrêté royal modifiant certaines dispositions relatives aux formations de base à la gendarmerie (1), les articles 23 et 28 de la loi du 9 décembre 1994 portant

---

(1) Il est renvoyé à la note subpaginale n° 1.

modification de certaines dispositions relatives à la gendarmerie et au statut de son personnel venaient à être mis en vigueur à la même date que ce projet d'arrêté, les modifications que ce même projet d'arrêté tend à apporter aux dispositions de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie qui ont trait à la formation des sous-officiers d'élite trouveraient leur fondement légal non plus dans l'article 12, § 3, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie mais bien dans l'article 18, § 3, de cette même loi.

Dans cette hypothèse, la rédaction proposée de l'alinéa 2 du préambule devrait être complétée en conséquence de manière à comporter également la mention de cette dernière disposition légale.

Dispositif.

Articles 2 et 3.

Dans les phrases liminaires de chacun de ces articles, le terme "modifié(s)" sera remplacé par le mot "inséré(s)".

Article 4.

1. Dans la phrase liminaire de cet article, il y a lieu de remplacer le terme "modifié" par le mot "remplacé".

2. La disposition figurant sous le 1° de l'article examiné doit, quant à elle, être rédigée comme suit :

"1° l'alinéa 1er est abrogé;".

Article 5.

Le mot "modifié" figurant dans la phrase liminaire de l'article en projet doit être remplacé par le mot "remplacé".

Article 6.

Dans la phrase liminaire de l'article en projet, le terme "modifié" sera remplacé par le mot "remplacé". La même observation vaut pour la phrase liminaire de l'article 7 du projet.

Article 7.

Cet article a pour objet de remplacer les articles 41 à 44 de l'arrêté ministériel du 9 avril 1979 relatif à l'organisation du recrutement et de la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie par de nouveaux articles 41 à 44ter.

Il est renvoyé à cet égard aux observations faites dans l'avis L. 25.735/9 donné ce jour sur le projet d'arrêté royal "modifiant certaines dispositions relatives aux formations de base à la gendarmerie", à propos des articles 35 et 36 en projet de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, tels qu'ils sont modifiés par l'article 12 de ce même projet d'arrêté.

Articles 8 et 9.

Dans la phrase liminaire de chacun de ces articles, on substituera au terme "modifié" le mot "remplacé".

Article 10.

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 7 du projet.

Articles 11 à 13.

Chacun de ces articles modifie des dispositions de l'arrêté ministériel du 9 avril 1979 relatif à l'organisation du recrutement et de la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie qui se trouvent être déjà modifiées par d'autres articles du projet.

Il convient que l'ensemble des modifications que l'arrêté en projet tend à apporter à un même article de l'arrêté ministériel considéré soient réunies dans une seule et même disposition.

La rédaction des articles 11 à 13 du projet sera revue en conséquence ainsi que celle de l'article 16 du projet dans la mesure où cet article fait référence aux trois articles précités.

Articles 14 et 15.

1. Dans la phrase liminaire de chacun de ces articles, on remplacera le mot "modifiée(s)" par le terme "remplacée(s)".

2. Le dispositif de l'arrêté en projet doit être complété par une disposition nouvelle ayant pour objet d'assurer le remplacement de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 9 avril 1979 relatif à l'organisation du recrutement et de la formation du personnel du corps opérationnel de la

gendarmerie ainsi que l'insertion dans ce même arrêté d'une nouvelle annexe XI et d'une nouvelle annexe XII.

Article 16 du projet.

Les mots "entrent en vigueur" doivent être remplacés par les mots "produisent leurs effets".

Annexes.

Le contenu des annexes XI et XII en projet de l'arrêté ministériel du 9 avril 1979 précité doit être adapté à la lumière des observations faites à propos de l'article 35 en projet de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, tel que cet article est modifié par l'article 12 du projet d'arrêté royal précité modifiant certaines dispositions relatives aux formations de base à la gendarmerie.

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Voorafgaande opmerking.

Sommige bepalingen van het ontwerp ontlenen hun rechtsgrond aan het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht. De afdeling wetgeving is eveneens om advies verzocht over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het voornoemde koninklijk besluit (1). Derhalve moet dat ontwerp van koninklijk besluit in werking treden vóór het ontworpen ministerieel besluit, ofwel moeten de beide teksten gelijktijdig in werking treden.

Opschrift.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 29 november 1977 betreffende de procedure inzake bevordering van de officieren van het operationeel korps van de rijkswacht en van het ministerieel besluit van 9 april 1979 betreffende de organisatie van de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht".

---

(1) Omtrent dit ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de basisopleidingen bij de rijkswacht" heeft de afdeling wetgeving heden een advies verstrekt onder het nr. L. 25.735/9.

Aanhef.

1. Krachtens de handleiding bij de wetgevingstechniek moet de aanhef van een ministerieel besluit dat rechtstreeks steunt op een koninklijk besluit dat zelf zijn rechtsgrond vindt in een wet of een decreet, niet alleen verwijzen naar die wet of dat decreet, doch ook naar dat koninklijk besluit.

Derhalve schrijve men in de aanhef :

"Gelet op de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, inzonderheid op artikel 11, § 2, vervangen bij de wet van 18 juli 1991;

Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid op de artikelen 7, 3°, 9, 12, § 3 en 16, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 september 1963 tot vaststelling van de bevoegdheden van de commandant van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 2, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1977 betreffende de graden en de bevordering van de officieren van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 19, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 juli 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 oktober 1979, 21 september 1988, 4 mei 1993, 12 oktober 1993, 2 december 1994, 14 december 1994, 19 mei 1995, 25 februari 1996 en ... 1996;

Gelet op het ministerieel besluit van 29 november 1977 betreffende de procedure inzake bevordering van de officieren van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 10, § 1, 6° en 7°;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 april 1979 betreffende de organisatie van de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 en bij de ministeriële besluiten van 18 november 1986, 5 mei 1993, 15 oktober 1993, 15 december 1994 en 22 mei 1995;

Gelet op het eensluidend advies van de Minister van Justitie, gegeven op 4 september 1996;

Gelet op protocol nr. 34 van 6 september 1996 van het onderhandelingscomité van het personeel van de rijkswacht;

Gelet op het advies van de Raad van State,".

2. Indien, zoals voorgesteld wordt in de eerste opmerking onder artikel 3 van het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de basisopleidingen bij de rijkswacht (1), de artikelen 23 en 28 van de wet van 9 december 1994 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rijkswacht en het statuut van haar personeel in werking treden op dezelfde datum als dat ontwerp van besluit, zouden de wijzigingen die datzelfde ontwerp van besluit beoogt aan te brengen in de bepalingen van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht welke betrekking hebben op de vorming van de keuronderofficieren, niet langer artikel 12, § 3, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht als rechtsgrond hebben, doch artikel 18, § 3, van diezelfde wet.

In dat geval zou de redactie voorgesteld voor het tweede lid van de aanhef dienovereenkomstig moeten worden aangevuld, zodat ook de laatstgenoemde wetsbepaling erin wordt vermeld.

---

(1) Zie voetnoot nr. 1.

Bepalend gedeelte.

Artikelen 2 en 3.

In de inleidende zin van elk van beide artikelen schrijve men "ingevoegd bij" in plaats van "gewijzigd bij".

Artikel 4.

1. In de inleidende zin van dit artikel schrijve men "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij".

2. Het bepaalde in onderdeel 1° van het onderzochte artikel moet als volgt worden gesteld :

"1° het eerste lid wordt opgeheven;".

Artikel 5.

In de inleidende zin van het ontworpen artikel schrijve men "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij".

Artikel 6.

In de inleidende zin van het ontworpen artikel schrijve men "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij". Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende zin van artikel 7 van het ontwerp.

Artikel 7.

Dit artikel beoogt de artikelen 41 tot 44 van het ministerieel besluit van 9 april 1979 betreffende de organisatie van de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht te vervangen door de nieuwe artikelen 41 tot 44ter.

In dit verband zij verwezen naar de opmerkingen gemaakt in advies L. 25.735/9, dat heden is verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de basisopleidingen bij de rijkswacht", met betrekking tot de ontworpen artikelen 35 en 36 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, zoals zij gewijzigd zijn bij artikel 12 van ditzelfde ontwerp van besluit.

Artikelen 8 en 9.

In de inleidende zin van elk van beide artikelen schrijve men "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij".

Artikel 10.

Er zij verwezen naar de opmerking gemaakt onder artikel 7 van het ontwerp.

Artikelen 11 tot 13.

Elk van die artikelen wijzigt de bepalingen van het ministerieel besluit van 9 april 1979 betreffende de organisatie van de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, die reeds door andere artikelen van het ontwerp worden gewijzigd.

Het geheel van de wijzigingen die het ontworpen besluit beoogt aan te brengen in eenzelfde artikel van het desbetreffende ministerieel besluit, moet in één enkele bepaling worden samengebracht.

De redactie van de artikelen 11 tot 13 van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien, alsook de redactie van artikel 16 van het ontwerp, in zoverre dit artikel verwijst naar de drie voornoemde artikelen.

Artikelen 14 en 15.

1. In de inleidende zin van elk van beide artikelen schrijve men "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij".

2. Het dispositief van het ontworpen besluit moet worden aangevuld met een nieuwe bepaling, waarbij bijlage I bij het ministerieel besluit van 9 april 1979 betreffende de organisatie van de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht vervangen wordt en aan datzelfde besluit een nieuwe bijlage XI en een nieuwe bijlage XII worden ingevoegd.

Artikel 16 van het ontwerp.

Men vervange de woorden "op 1 september 1996 in werking treden" door de woorden "in werking treden met ingang van 1 september 1996".

Bijlagen.

De inhoud van de ontworpen bijlagen XI en XII bij het voornoemde ministerieel besluit van 9 april 1979 moet worden aangepast in het licht van de opmerkingen die zijn gemaakt in verband met het ontworpen artikel 35 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, zoals dit artikel gewijzigd wordt bij artikel 12 van het voornoemde ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de basisopleidingen bij de rijkswacht.

Slotopmerking

Sommige bepalingen van het ontwerp zijn uit een oogpunt van correct taalgebruik onzorgvuldig gesteld. Zo bijvoorbeeld schrijve men in artikel 1, het ontworpen artikel 10, § 1, 6°, "instellingen" in plaats van "organismen"; in art. 7, het ontworpen artikel 41, "beoordelingscomponenten" in plaats van "beoordelingsluiken" en "beroepsbekwaamheden" in plaats van "professionele bekwaamheden"; in hetzelfde artikel, het ontworpen artikel 42, "minimumaantal" in plaats van "minimum aantal"; in hetzelfde artikel, het ontworpen artikel 43, "plaatsheeft" in plaats van "plaatsgrijpen"; in hetzelfde artikel, het ontworpen artikel 44, § 2, "studie" in plaats van "studies" (dezelfde opmerking geldt o.a. voor § 3); in hetzelfde artikel, het ontworpen artikel 44, § 3, "over te doen" in plaats van "te herbeginnen"; in hetzelfde artikel, het ontworpen artikel 44bis, "totale" in plaats van "globale"; in hetzelfde artikel, het ontworpen artikel 44ter, § 4, "de examencommissie" in plaats van "de jury". Hieruit blijkt dat de Nederlandse tekst van het ontwerp herzien zou moeten worden.

La chambre était composée de

Messieurs C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

C. WETTINCK, conseillers d'Etat,
P. LIENARDY, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST, greffier,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme P. VANDERNACHT, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.